

Éditorial

Béatrice Giblin

En 1986, *Hérodote* publiait «Après les banlieues rouges», un titre pour le moins prémonitoire puisque trente ans plus tard un département, le Val-de-Marne, est encore dirigé par une fragile majorité communiste. Toutefois, personne ne conteste que le système géopolitique local communiste soit en voie de disparition [Subra, 2004, et article dans ce numéro]. En 1986, ce titre faisait clairement référence à la banlieue parisienne, même si le PCF était très bien implanté dans d'autres banlieues comme celle de Lyon. Mais l'image de la banlieue rouge évoque spontanément la banlieue nord de Paris, plus précisément encore, la Seine-Saint-Denis, et beaucoup moins le Val-de-Marne où aucune ville communiste n'est aussi connue et emblématique que ne l'est Saint-Denis. Le choix de ce titre s'était imposé, à l'époque, en raison de la percée inattendue du Front national (FN) sur ces terres communistes, ce qui avait d'ailleurs conduit le RPR (Rassemblement pour la République) à passer des alliances avec ce parti pour faire tomber des mairies communistes longtemps considérées comme imprenables. C'est ainsi qu'Aulnay-sous-Bois fut la première commune communiste gagnée en 1984 (les résultats des municipales de 1983 avaient été invalidés) par la droite grâce à une alliance avec le FN. Il faut rappeler le contexte politique et social particulier de cette ville de banlieue pour expliquer cette précoce percée du FN en terre communiste. En mai-juin 1982 avait eu lieu aux usines Citroën (marque rachetée par PSA en 1974) d'Aulnay un long conflit très médiatisé, qui avait eu pour conséquence de mettre en lumière la forte proportion d'immigrés maghrébins – principalement marocains – chez les ouvriers. La situation était d'ailleurs similaire à Poissy, Flins et Billancourt, la politique des bas salaires pour maintenir la compétitivité étant appliquée par les dirigeants de toutes les marques, au point qu'étaient embauchés presque exclusivement des paysans marocains illettrés et qui généralement le restaient, même en restant ouvriers en France pendant de longues années. Longtemps silencieux sur leurs conditions de travail et aussi très contrôlés par les syndicats maison, ces travailleurs

Hérodote, n° 162, La Découverte, 3^e trimestre 2016.

HÉRODOTE

immigrés étaient presque invisibles dans l'espace public avant que l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 ne change quelque peu le rapport de forces. Ainsi, certains d'entre eux comme le travailleur marocain Akka Ghazi, tout nouveau leader CGT de l'usine d'Aulnay où ce syndicat commence à s'implanter, deviennent les représentants reconnus tant par le pouvoir politique que par les médias de ces travailleurs immigrés. Pour la première fois, ils se font entendre en osant revendiquer des augmentations de salaires, des conditions de logement décentes, et aussi des lieux de culte sur les lieux de travail. Les images au journal télévisé d'ouvriers grévistes musulmans priant dans les ateliers à l'arrêt ont surpris et parfois choqué nombre de téléspectateurs. On a parlé de cette grève comme étant la grève de la dignité. Akka Ghazi s'adresse ainsi à ses camarades : « C'est fini la peur, mes camarades, vous avez gagné votre dignité, votre liberté » [Kutschera, 1984]. Pour la première fois, on parle de discrimination xénophobe. C'est donc dans le contexte des grandes grèves du secteur de l'automobile que s'amorce la percée électorale du FN qui dénonce déjà l'invasion des étrangers et la montée de l'insécurité, ses deux thèmes électoraux de prédilection.

Globalement, les analystes des résultats électoraux – des politologues essentiellement – ne partageaient pas le point de vue d'*Hérodote* qui affirmait le caractère populaire du vote FN et son lien avec l'immigration. L'urbanisme des grands ensembles¹ était déjà vu comme la source du mal-être et des tensions qui commençaient à caractériser certaines communes de banlieue, sans que soit clairement posée la question de la concentration de populations immigrées. Personne alors ne parlait de « ghetto », encore moins d'apartheid. Lacoste, dans son court édito, attirait l'attention des lecteurs sur les réactions xénophobes à l'encontre des Maghrébins, tout en reconnaissant que les causes de la poussée de l'extrême droite étaient complexes et que les situations politiques locales sont en fait très diverses, ce qui était démontré dans les trois tomes volumineux de *Géopolitiques des régions françaises* [Lacoste, 1986].

Une des caractéristiques démographiques majeures de la Seine-Saint-Denis était déjà l'accroissement considérable de la population étrangère qui avait presque triplé entre 1962 et 1982, à partir d'un taux initialement déjà le plus élevé de la région. Dans le même temps, la désindustrialisation s'accélérait et la part de la population ouvrière dans la population active s'effondrait (recul de 20 points entre 1962 et 1982), avec pour conséquence la croissance rapide du chômage dans la population ouvrière.

Pour les analystes des résultats électoraux, qu'ils soient politologues, géographes ou sociologues, la question qui se posait alors était de savoir qui votait

1. La couverture de ce numéro était d'ailleurs une photo de l'implosion d'un des bâtiments de la cité des 4000 à La Courneuve avec des pavillons au premier plan.

pour le FN : l'électorat de droite radicalisé par l'arrivée de la gauche au pouvoir, ou l'électorat de gauche – et plus particulièrement l'électorat communiste – ébranlé par l'insécurité et la forte présence immigrée ? L'analyse des résultats électoraux au niveau communal ne permettait pas d'apporter une réponse tranchée, il aurait fallu la mener au niveau du quartier, ce que pour ma part j'ai fait pour la ville de Roubaix, en analysant les résultats au niveau du bureau de vote. La corrélation entre présence immigrée et vote FN dans les quartiers populaires de Roubaix était forte, ce qui n'excluait pas un vote FN dans les quartiers plus aisés [Giblin, 1986].

Trente ans plus tard, cette question ne se pose plus en Seine-Saint-Denis ni même ailleurs en France. Plus personne parmi les analystes des résultats électoraux ne conteste que la présence maghrébine favorise le vote FN², que celle-ci soit massive ou faible, voire inexistante puisque la représentation qu'« on n'est plus chez nous » est désormais bien installée chez nombre de Français. Mais il y a une grande différence avec les années 1980. Ce n'est plus seulement le fait que les immigrés et leurs descendants soient nombreux dans certaines communes et quartiers qui suscite la méfiance à leur encontre, voire leur rejet par une partie de la population, mais aussi le fait qu'ils soient musulmans, pratiquants ou non. La situation géopolitique de la France de 2016 n'est en effet plus la même que celle de 1986, époque où la radicalisation islamiste était inexistante sur le territoire national, même si les premiers attentats liés à un groupe islamiste datent de 1986. Il s'agit des treize attaques terroristes dont la dernière eut lieu rue de Rennes, attribuées au Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA), organisation proche du Hezbollah. Mais cette organisation est alors surtout perçue comme une organisation politique soutenue par l'Iran plus qu'une organisation islamique. En revanche, en 1995, les huit attentats (dont le plus meurtrier fit 8 morts et 117 blessés à la station RER Saint-Michel le 28 juillet) sont bien des attentats islamistes attribués au GIA (Groupe islamique armé) qui veut faire payer à la France son soutien au pouvoir algérien dans la guerre civile algérienne, suivis l'année d'après par un autre attentat (8 morts, 151 blessés) au métro Port-Royal, non revendiqué et dont les auteurs n'ont pas été identifiés. Ensuite, ce furent les attentats organisés par les partisans d'Al-Qaïda : septembre 2001 à New York, mars 2004 à Madrid, juillet 2005 à Londres. En mars 2012, à Montauban et Toulouse, il ne s'agit plus d'attentats proprement dits, avec explosion d'une bombe, mais d'assassinats terroristes. Sept personnes (3 militaires, 1 adulte et 3 enfants dans une école juive) sont assassinées par Mohammed Mehra, Français de parents algériens qui affirme

2. J. Fourquet, « Le “verrou” du vote FN cède chez les électeurs juifs, pas encore chez les musulmans », *Slate*, 29 octobre 2015.

HÉRODOTE

appartenir à Al-Qaïda. Trois ans plus tard, le 7 janvier et le 13 novembre 2015³, à Paris, de nouveau des assassinats terroristes dont les criminels (franco-algériens, franco-marocains et belgo-marocains) se revendiquent cette fois de Daech. Deux des criminels terroristes – dont l’organisateur, le djihadiste belge Abdelhamid Abaaoud – ont été tués par le RAID deux jours plus tard à Saint-Denis. L’image de la Seine-Saint-Denis comme le territoire fertile de l’islamisme radical s’en trouve renforcée, la ville de Saint-Denis ayant même été qualifiée de « La Mecque de l’islam de France » [Kepel, 2012]. Et depuis ces assassinats terroristes, on parle de « Mollenbek français », du nom de la ville de la banlieue de Bruxelles d’où venaient plusieurs des assassins terroristes.

À chaque attentat et assassinat terroriste, les responsables politiques (surtout de gauche), et des personnalités religieuses musulmanes insistent pour dire que ces actes terroristes n’ont rien à voir avec l’islam, ce dont ils ont de plus en plus mal à convaincre nombre de Français car l’horreur de ces assassinats réalisés au nom de l’islam nourrit la conviction que cette religion est incompatible avec les valeurs de la nation française et qu’elle menace même notre façon de vivre. L’attentat criminel le 14 juillet à Nice qui fit 85 morts dont une trentaine de musulmans semble avoir fait fortement évoluer les auteurs de ces discours. Or les musulmans sont très nombreux en Seine-Saint-Denis : le préfet Philippe Galli les estimait à 700 000, ce qui est sûrement exagéré car ils représenteraient alors 45 % de la population départementale⁴ (voir article de Wilfried Serisier dans ce numéro), l’INSEE les évaluait à 427 000 en 2011. Toujours selon le préfet, « une soixantaine de personnes issues du 93 sont actuellement en Syrie, en Irak ou sur une autre zone où le djihad est actif » sur les 1 500 Français partis faire le djihad et on signale 420 musulmans radicalisés en Seine-Saint-Denis (*Le Parisien*). Toutefois, ce nombre est sans doute plus élevé en 2016 puisqu’un bilan officiel annonce que 8 250 personnes ont été signalées comme radicalisées sur l’ensemble du territoire français contre 4 015 en mars 2015 (*Le Figaro*)⁵. Au vu de ces chiffres, le taux de radicalisation en Seine-Saint-Denis ne paraît pas plus élevé que celui d’autres départements du sud-est de la France mais, comme on le sait, la radicalisation et le passage à l’acte d’un très petit nombre d’individus peuvent causer d’immenses tragédies.

3. En janvier, il y a eu 17 morts en tout avec la prise d’otages de l’Hyper Cacher et, en novembre, 129 morts et 352 blessés dont 99 en situation d’urgence absolue.

4. « Une soixantaine d’habitants du 93 seraient partis faire le djihad », *Le Parisien*, 31 janvier 2015.

5. C. Cornevin, « Islamisme : 8 250 individus radicalisés en France », *Le Figaro*, 28 janvier 2015. Ces personnes radicalisées ont été repérées par leur entourage ou par les services de l’État (police, gendarmerie, Éducation nationale) en raison d’un repli identitaire, d’une apologie du terrorisme ou de leur hostilité aux institutions.

Pourquoi est-il utile de faire une analyse géopolitique de la Seine-Saint-Denis ?

La Seine-Saint-Denis est un département exceptionnel sur le plan de sa démographie. C'est le département qui compte le plus d'immigrés étrangers ou naturalisés et où leurs descendants, très majoritairement français, sont les plus nombreux, car ils s'y installent massivement depuis les années 1950 et que ce département continue d'accueillir un grand nombre de primo-arrivants. Or la majorité de cette population immigrée vient de pays autrefois colonisés par la France. C'est donc en Seine-Saint-Denis que se rencontre la situation postcoloniale la plus marquée, avec ses aspects positifs et négatifs, les derniers étant de loin les plus médiatisés et donc les plus connus. La Seine-Saint-Denis est lourdement chargée de représentations négatives, surtout chez ceux et celles qui n'y vivent pas : insécurité, délinquance, trafic d'armes et de drogues, radicalisme musulman, pauvreté, échec scolaire, etc. Sans nier bien évidemment la réalité des problèmes, il est juste de rappeler que la majorité de sa population (1 550 000 habitants) y vit sans doute aussi bien et mal qu'ailleurs, compte tenu toutefois de ses caractéristiques démographiques spécifiques (voir article de Philippe Estèbe). C'est pourquoi, dans l'analyse géopolitique de ce département (ce qui est une première pour *Hérodote* car nous n'avions jamais mené d'analyse géopolitique à ce niveau), nous avons tenu à présenter avec le plus de rigueur possible ce que nous considérons comme les questions géopolitiques essentielles de ce département et dont les évolutions concernent plus ou moins directement l'avenir de la nation, qu'il s'agisse du trafic d'armes, des rapports des jeunes avec la police, de l'islam, de la réussite et/ou de l'échec scolaire, des rapports sociaux « racialisés ».

Nous avons choisi de garder l'appellation « 9-3 » que lui a donné un groupe de rap (voir article de Vincent Piolet) car, d'une part, nous la voyons comme une marque d'appropriation du territoire par sa jeunesse, ce qui est un cas unique pour un département, et, d'autre part, son succès est la reconnaissance de son exceptionnalité, que celle-ci soit vue de façon positive (dynamisme économique et culturel, créativité, inventivité) ou négative (lieu de tous les dangers).

La Seine-Saint-Denis peut-elle être vue comme un laboratoire expérimental de la situation postcoloniale française ? Ce serait possible – si ce n'est que sa position au cœur de la très active métropole du Grand Paris lui donne des possibilités que n'ont pas les autres grandes villes telles que Marseille, Lyon ou Lille qui connaissent aussi des situations postcoloniales, mais où le marché de l'emploi n'est pas aussi actif et où l'acceptation de la diversité peut être encore plus difficile, ce que tendraient à prouver les scores du FN proportionnellement plus élevés que dans la métropole parisienne.

HÉRODOTE

Cette très forte présence immigrée, toujours croissante du fait de l'arrivée (même ralentie) de primo-arrivants et d'une croissance démographique soutenue depuis la fin des années 1990 (selon l'INSEE, plus de 12 000 habitants par an) à la fois du fait d'un solde migratoire positif (plus d'arrivées que de départs) et d'un taux de fécondité élevé (2,5 enfants par femme, le taux le plus élevé de tous les départements de la France métropolitaine)⁶, reste visible parce que majoritairement arabe et noire (voir article de Yohann Lemoigne, Alex Schafran et Gregory Smithimon). Pourtant, la visibilité due à la couleur de peau ne concerne que les immigrés africains subsahariens ou encore les immigrés asiatiques, pakistanais, indiens, chinois ou vietnamiens. Ces derniers furent aussi colonisés, mais ils ne sont pas vus comme posant des difficultés particulières d'intégration à la société française, bien qu'ils vivent comme d'autres immigrés au sein de leur communauté d'origine et se trouvent concentrés dans quelques quartiers. En fait, la « visibilité » est une notion subjective bien plus complexe que la seule couleur de peau et elle ne touche que certaines minorités, principalement les jeunes Noirs et Maghrébins qui occupent l'espace public, ce qui contribue à donner de la Seine-Saint-Denis, où ils sont nombreux, une image négative.

C'est pourquoi, même après plusieurs générations d'installation en France et d'intégration souvent réussie, ces Français nés sur le sol français, et de plus en plus souvent de parents français, ne sont pas considérés comme des Français à part entière (discrimination à l'embauche, au logement), ce qui génère une réaction au mieux de lassitude et d'agacement, au pire de rejet de ce pays qui ne les accepte toujours pas vraiment et qui est pourtant si fier de sa devise : liberté, égalité, fraternité. Ce sentiment d'être toujours et encore rejetés, par les Français, et donc exclus, de la nation, est utilisé par un parti, le parti des Indigènes de la République, qui par cette dénomination affirme que la situation coloniale perdure en France pour ces descendants d'indigènes. C'est aussi la stratégie de Daech qui compte sur les assassinats terroristes de masse pour susciter une réaction violente parmi la population française la plus nationaliste et la plus hostile aux musulmans.

Il se pourrait aussi que, malgré cette situation démographique spécifique, l'image de la Seine-Saint-Denis évolue rapidement, et ce pour au moins deux raisons. D'une part, une désindustrialisation massive et brutale a libéré de vastes espaces à proximité de Paris, ce qui est aujourd'hui sur le plan foncier un atout exceptionnel, et ce d'autant plus qu'ils sont desservis par plusieurs lignes de transports en commun. La mutation urbaine du sud de la Seine-Saint-Denis est incontestablement en cours (nouvelles activités, nouveaux habitants) et elle s'étendra à d'autres territoires grâce au réseau du Grand Paris Express (voir article de Daniel Béhar, Manon Loisel et

6. Moyenne française 1,96, Bouches du Rhône 2,14, Rhône 2,02, Nord 2,01.

Nicolas Rio) et à la création de la Métropole Grand Paris, dont l'organisation territoriale à terme pourrait même conduire à la disparition de ce département. D'autre part, sur le plan électoral, le temps de l'après-banlieue rouge est cette fois venu. Les élections municipales de 2014 ont confirmé le net recul du PCF, avec la perte de villes, communistes parfois depuis un demi-siècle (Le Blanc-Mesnil, Bobigny), au profit de la droite qui dirige désormais plus de la moitié des communes du département (22 sur 40), et ce en partie grâce aux voix d'une partie des Français d'origine immigrée. En effet, lassés de ne pas être directement représentés dans les conseils municipaux puisque tenus à l'écart des listes électorales de gauche, ils ont rejoint les listes de droite où ils ont été placés en position éligible. Autre signe d'intégration citoyenne ?

Ainsi, le territoire du 9-3 concentre à la fois tous les défis mais aussi toutes les promesses de la France postcoloniale, car c'est un territoire en pleine mutation économique, sociale et politique dans un contexte extrêmement tendu de montée du Front national et de risque terroriste, et qu'il est sans doute le test décisif de notre capacité à faire nation.

Bibliographie

- GIBLIN B. (1986), « Le Nord-Pas de Calais », in LACOSTE Y. (dir.), *Géopolitiques des régions françaises*, Fayard, Paris, 1 160 p.
- GIBLIN B. (2006), « Fracture sociale ou fracture nationale ? De la gravité des violences urbaines de l'automne 2005 », *La question postcoloniale, Hérodote*, n° 120, La Découverte, Paris.
- KEPEL G. (2012), *Quatre-vingt-treize*, Gallimard, Paris, 336 p.
- KUTSCHERA C. (1984), « France : les immigrés, les orphelins de la politique française », *40 ans de reportages textes et photos* <http://www.chris-kutschera.com>
- LACOSTE Y. (1986) (dir.), *Géopolitiques des régions françaises*, Fayard, Paris.
- SUBRA P. (2004), « Île-de-France : la fin de la banlieue rouge », *Hérodote*, vol. 2, n° 113, La Découverte, Paris, p. 14-27.